

L'APPAREIL SÉCURITAIRE SYRIEN, SOCLE D'UN RÉGIME MINÉ PAR LA GUERRE CIVILE

Souhaïl Belhadj

L'Harmattan | *Confluences Méditerranée*

2014/2 - N° 89
pages 15 à 27

ISSN 1148-2664

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2014-2-page-15.htm>

Pour citer cet article :

Belhadj Souhaïl, « L'appareil sécuritaire syrien, socle d'un régime miné par la guerre civile », *Confluences Méditerranée*, 2014/2 N° 89, p. 15-27. DOI : 10.3917/come.089.0015

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Souhaïl Belhadj

Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)
Genève/ Centre d'études et de recherches internationales (CERI)
Sciences Po

L'appareil sécuritaire syrien, socle d'un régime miné par la guerre civile

Le déclenchement de la guerre civile syrienne en 2011 n'a pas conduit à l'effondrement du régime baasiste contrairement aux prévisions qui avaient été avancées. Le président Assad et le pouvoir syrien en général connaissent même un second souffle si l'on se fie aux données militaires, politiques et diplomatiques actuelles du conflit civil. La raison décisive, car en elle-même suffisante, pour expliquer la résilience du régime baasiste est la cohésion de l'élite sécuritaire du pays. Cette élite constitue le socle du régime parce qu'elle est à la tête de l'administration du renseignement, l'organisation la plus ramifiée et la plus enracinée socialement de l'Etat syrien. C'est donc en se fondant avant tout sur des facteurs explicatifs internes que l'on peut saisir la dynamique de la guerre civile syrienne, même si des facteurs externes – l'implication des puissances étrangères – doivent être impérativement pris en considération.

Dans un texte publié il y a plus de quarante ans, le sociologue Michel Seurat affirmait qu'« au sommet de l'Etat [syrien], immédiatement derrière le président Hafez Al-Assad et son frère

Rifaat », officiaient des généraux qui « doivent leur rang au fait d'être les chefs des puissants services de Mukhabarat (renseignements-répression) »¹. Dans le contexte de l'époque, les dirigeants du renseignement et des forces prétoriennes formaient, selon ses termes, le « *noyau dur de l'Etat syrien* »².

Au regard de la guerre civile qui ensanglante la Syrie depuis 2011, l'analyse de Seurat sur l'ascendant des services de renseignements dans la structure du régime syrien garde toute son acuité. En effet, tant par la réponse répressive qu'il a donnée à la contestation populaire, que par les ressources internes qu'il utilise pour se maintenir, le pouvoir syrien apparaît comme dominé par l'élite sécuritaire et ses institutions. La question des ressorts de cette domination et du rôle joué par les institutions sécuritaires dans le fonctionnement de l'Etat syrien se pose donc pour mieux saisir sa dynamique interne.

Seurat estimait que l'emprise du renseignement sur l'Etat syrien tenait à son homogénéité communautaire (alaouite), ainsi qu'à sa capacité à faire usage de la violence politique. Or, si les alaouites étaient et sont effectivement surreprésentés au sein des services spéciaux, ils n'ont jamais été majoritaires. De même, si la répression a toujours été l'apanage du renseignement syrien, elle n'a jamais suffi à lui conférer ce pouvoir d'influer de manière si décisive sur la vie politique syrienne.

Dans les faits, la centralité de l'appareil sécuritaire au sein du régime syrien pourrait surtout s'expliquer par la solidarité fonctionnelle des officiers qui le dirigent, alaouites aussi bien que sunnites, mais également par l'étendue de ses ramifications administratives et de son enracinement social, bien supérieurs à celles de toute autre institution syrienne.

La place de Bachar al-Assad au sein de l'appareil sécuritaire syrien

Le régime baasiste qui fait actuellement l'objet d'une violente contestation en Syrie a été instauré à la suite du coup d'Etat du général Hafez Al-Assad en 1970. Avant que ce régime ne s'enracine, la Syrie avait connu une période post-indépendance agitée, oscillant entre parlementarisme et dictature.

L'autoritarisme baasiste syrien limite l'accès aux ressources politiques et économiques et ne permet pas que le libre jeu des élections produise l'alternance des majorités, donc la rotation du pouvoir. Cette limitation

du pluralisme s'opère par l'intermédiaire d'institutions telles que les services de sécurité et l'armée, la présidence de la République et le commandement régional du Baas, organe suprême du parti.

Ces institutions sont étroitement imbriquées au sein du régime puisque le président Bachar al-Assad, fils de Hafez al-Assad, chapeaute les services de renseignement tout en dirigeant le parti, qui est lui-même censé coordonner l'action des services de renseignement. Mais depuis le soulèvement de 2011, cette imbrication n'est plus aussi fonctionnelle. En effet, les responsables civils du parti Baas, tels les membres de son directoire et de son comité central, ses cadres locaux, ou bien encore le président du Parlement ou les ministres, ont été progressivement écartés de la gestion de la crise. Marginalisés, les dirigeants civils baasistes n'ont pu empêcher la tournure de plus en plus sécuritaire – et partant, violente – prise par la crise, ni la prépondérance plus manifeste de l'appareil sécuritaire au sein de l'Etat syrien³.

Cette prépondérance est favorisée par le fonctionnement du pouvoir, lequel est axé sur la surveillance et le contrôle du champ politique syrien, la protection des installations de l'Etat, du personnel qui y est attaché et de son chef, le président de la République, Bachar al-Assad.

La charge de ces activités revient au renseignement, dont l'organisation formelle n'a pas évolué depuis le déclenchement de la guerre civile dans le courant de l'année 2011. Il est toujours composé de quatre directions (sécurité politique, sûreté générale, renseignements de l'armée de l'air, renseignements militaires), ainsi que de deux forces prétoriennes (Garde républicaine et forces spéciales).

Ces directions assurent chacune la coordination des divisions qui les constituent. Par exemple, la sûreté générale chapeaute les divisions de la sécurité intérieure et celle de la sécurité extérieure ; la division Palestine, dont les agents sont chargés des dossiers impliquant des Palestiniens présents sur le territoire syrien, est partie intégrante des renseignements militaires. Ces quatre grandes directions, qu'on assimile chacune à un service autonome de renseignements, sont rattachées, soit au ministère de l'Intérieur, soit au ministère de la Défense. Ce rattachement est purement administratif, c'est-à-dire que ces deux ministères n'exercent pas vraiment de tutelle, ni de contrôle hiérarchique sur les services de renseignement. Ils se bornent à verser aux agents leur traitement ou leur pension de retraite de fonctionnaires.

Dès lors, si le renseignement syrien ne reçoit pas d'ordre ni d'« orientation » du gouvernement, à qui ou à quel pouvoir directorial est-il donc soumis ? Principalement, et en dernière instance à celui

de l'actuel président de la République, Bachar al-Assad. En temps normal, les dirigeants des différents services lui rendent des comptes de manière biquotidienne et reçoivent en retour des instructions. Ils peuvent également régler certains dossiers ou affaires sous l'autorité déléguée de quelques hauts gradés qui conseillent, officieusement, le chef de l'Etat. Mohamed Nassif, par exemple, officier alaouite parmi les plus expérimentés, jouerait auprès de Bachar al-Assad un rôle aussi discret qu'important.

Ces hauts gradés ne peuvent toutefois pas prendre la responsabilité de trancher une question et doivent en référer au président⁴. Il en va de même pour le Conseil national de sécurité du Commandement régional du Baas, l'organe chargé de coordonner l'action de l'ensemble des services de renseignement. Ses membres, nommés par le président de la République, s'assurent de ce que les dirigeants de l'appareil sécuritaire se conforment à la politique de sécurité nationale⁵, mais ne peuvent leur intimer d'ordres.

C'est ainsi que les proches conseillers à la sécurité du président peuvent exercer une forme d'influence sur les services de renseignement syriens, mais sans que cela n'implique une supériorité hiérarchique formelle. Maher al-Assad, véritable chef actuel de la Garde républicaine et frère de Bachar, entre dans cette catégorie de responsables, mais sans être à proprement parler un « conseiller » du président. En ce sens, il représente un cas particulier au sein du pouvoir syrien.

La Garde que Maher al-Assad dirige de manière officieuse est probablement le corps le plus autonome de l'appareil sécuritaire. Elle joue les premiers rôles dès lors que les intérêts du pouvoir sont mis en péril ou qu'une menace intérieure – des troubles sociaux par exemple – gagne en intensité. A la fois unité d'élite de l'armée et bureau de renseignement, elle est dotée d'un matériel sophistiqué. De par les moyens et les compétences qu'elle possède, notamment celle d'opérer sans restriction dans la capitale, Damas, elle jouit d'un statut d'exception au sein des forces de sécurité syriennes. De ce fait, Maher est influent au point de peser sur les prises de décisions politiques et sécuritaires, d'autant qu'il défend les intérêts du régime en même temps que des intérêts familiaux et communautaires. En temps normal, son influence pouvait prendre la forme d'une opposition à la promotion d'un gradé au sein de tel ou tel service. Il avait également le pouvoir d'imposer la voie de règlement d'un dossier ou sa soustraction au(x) service(s) qui le traite(nt) lorsque ce dossier touchait de près aux intérêts de la famille Assad étendue. A l'heure actuelle, sachant que la Garde républicaine

est particulièrement impliquée depuis 2011 dans les combats contre l'opposition armée syrienne, notamment dans les faubourgs de Damas, Maher constitue un solide appui à Bachar al-Assad. Il joue donc un rôle éminent dans l'organisation et la coordination des opérations militaires menées par le régime.

En résumé, au plus haut niveau du pouvoir syrien, l'ordre hiérarchique est assez clairement établi et l'on sait à quelle instance ou à quelle autorité les quatre chefs du renseignement sont subordonnés ou se coordonnent. A un niveau moins élevé, c'est-à-dire à l'échelle des services eux-mêmes, la hiérarchie n'est plus si claire tant le principe de compétition et d'autonomisation structure l'institution. Ce constat est encore valable aujourd'hui. En effet, les différents services spéciaux continuent de se concurrencer dans la guerre qui les oppose aux groupes armés rebelles. Ceci est particulièrement manifeste dans les zones où les combats sont réguliers comme dans la grande banlieue de Damas ou encore dans les localités situées dans le sud du pays entre Daraa et Suweida. C'est ainsi que le rôle d'arbitre joué par le chef de l'Etat est toujours aussi déterminant.

Le rôle de Bachar al-Assad et du renseignement dans le partage communautaire du pouvoir

Bachar al-Assad constitue la clef de voûte du régime syrien, non pas uniquement parce qu'il régle la compétition que se livrent les services de renseignement, mais également parce qu'il est l'agent d'un partage communautaire des postes de responsabilité sécuritaire. Ce faisant, il garantit à sa propre communauté, la minorité alaouite, une place de choix dans le système de pouvoir.

Par décret présidentiel, Bachar al-Assad mute et/ou promeut les membres des forces armées en fonction de plusieurs critères parmi lesquels la loyauté, l'influence/compétence, le soutien d'un ou de plusieurs haut gradés, la région d'origine, la confession, les liens familiaux⁶. Ces nominations vont donc dans le sens du maintien d'un équilibre communautaire compliqué, principalement entre alaouites et sunnites, avec pour effet que les uns ne soient pas en mesure de supplanter les autres. Au sein des officines de renseignement, les officiers sunnites, qui sont majoritaires et haut placés dans la hiérarchie,

sont généralement flanqués de collègues alaouites qui revendiquent une certaine liberté d'action. Par exemple, le directeur de la sécurité politique, le général de brigade Mohamed Dib Zaytun aurait dû faire valoir son autorité sur Atef Najib, ancien chef de la branche de Daraa, ville d'où le soulèvement populaire de mars 2011 a démarré. Or, dans les faits, Najib, qui est le cousin du président Assad, disposait d'une grande autonomie et d'une grande influence au sein du service. C'est ainsi qu'il a personnellement été impliqué dans les tensions entre la population et son service, tensions qui ont mis le feu aux poudres et ont déclenché les premières manifestations des habitants de la ville.

L'autonomie des cadres du renseignement peut donc être concédée en raison d'un lien de proximité avec Bachar al-Assad, mais sans que ce lien soit nécessairement familial, comme le cas de Mohamed Suleiman le prouve⁷. Cependant, le fait que l'officier le plus haut placé dans la hiérarchie d'un service n'exerce qu'un ascendant relatif sur un subordonné ne signifie pas que ce subordonné le domine, mais seulement qu'il bénéficie d'une marge de manœuvre plus importante qu'un autre et qu'il ne saurait être sanctionné s'il ne se conforme pas à certaines procédures. A titre d'exemple, le général de brigade Mohamed Makhoul, oncle maternel du président et ancien directeur de la division de la sécurité intérieure à Homs, était en mesure de transmettre des informations confidentielles directement à son neveu ou bien d'autoriser un commerce illégal pour le compte de ses clients, sans que son supérieur, Ali Mamluk ne puisse fermement s'y opposer. Pour autant, Makhoul restait formellement subordonné à Mamluk et était mis à l'écart de délibérations et de décisions auxquelles, en revanche, participait son chef.

Makhoul n'est certes pas le seul proche du chef de l'Etat à occuper un poste au sein de l'appareil sécuritaire⁸, mais tous ne sont pas assurés d'atteindre les sommets de la hiérarchie. Une sélection s'opère parmi eux afin que les plus habiles ou les plus éprouvés soient placés à des positions clefs telles qu'adjoint d'un directeur de service ou d'un chef de branche à Homs, Lataquieh, Hama, Alep ou Daraa. Cela étant, si un officier apparenté au président est nommé à la tête d'un service, il n'est pas à l'abri d'une défaveur dès lors qu'il montre des signes d'inefficacité. Le cas le plus emblématique est celui d'Asef Shawkat, chef des renseignements militaires et beau-frère de Bachar al-Assad, qui fut muté à l'état-major des armées après l'assassinat, à Damas, d'un haut responsable du Hezbollah, Imad Mughnieh⁹. Le fait que Shawkat échoue à assurer la sécurité de Mughnieh a généré des tensions entre

la direction du Hezbollah et le pouvoir syrien, ainsi que des remous au plus haut niveau du renseignement. Le maintien de Shawkat à son poste devenait donc problématique pour Bachar al-Assad, lequel aurait pris le risque d'un affaiblissement de la protection du régime.

Le principe de redistribution d'« offices » et de « charges » de pouvoir entre membres des deux communautés sunnites et alaouites a donc progressivement façonné le renseignement syrien. Hafez, puis Bachar al-Assad ont consolidé leur autorité politique en régulant cette redistribution. Il est donc inexact d'affirmer que « les » gradés alaouites seraient tout-puissants ou qu'ils domineraient l'appareil coercitif. Hafez et Bachar al-Assad ont veillé, non pas à assurer la prédominance des alaouites, car cela aurait rompu l'équilibre du système, mais à leur conférer un rôle incontournable. Ce rôle est en proportion de leur poids au sein des forces armées, bien supérieur à leur importance démographique dans la population. C'est ainsi que le rapport de force au plus haut niveau du pouvoir syrien n'a, jusqu'à présent, jamais été défavorable à la minorité alaouite dont le chef de l'Etat est issu. Ce point peut être vérifié par l'examen attentif des cinq remaniements importants des équipes dirigeantes du renseignement intervenus depuis l'entrée en fonction de Bachar al-Assad – 2004, 2005, 2009, 2010, 2012¹⁰.

Le renseignement syrien : une administration aux ressources bureaucratiques et sociales

Contrairement à de nombreuses prévisions avancées par des observateurs au début de la guerre civile syrienne, l'effondrement du régime syrien ne s'est pas produit. Cette résilience du régime est directement liée au fait que son « noyau dur », à savoir le renseignement, a gardé sa capacité d'action et sa cohérence. Or, cette capacité ne repose pas uniquement, comme le pensait Michel Seurat, sur l'usage de la violence politique, mais également sur les ressources bureaucratiques et sociales dont le renseignement dispose grâce à son enracinement et à ses ramifications dans l'Etat et la société.

Jusqu'à présent, et y compris dans la guerre qui l'oppose aux groupes armés de l'opposition, le renseignement syrien continue de former une nébuleuse, c'est-à-dire qu'il apparaît comme un amas de groupes

menant des activités diffuses. Cette réalité résulte de ce que le président n'impose pas à chaque service une délimitation stricte de son domaine d'action. De plus, et à l'instar de son père Hafez, il n'est pas hostile à leur immixtion dans les affaires politiques, économiques, sociales, aussi bien à échelle locale que nationale. C'est ainsi que, sous couvert de recueillir des informations, les services spéciaux assurent une présence active à tous les niveaux de l'Etat et dans toutes les administrations : ministères, Parlement, gouvernement local, universités, grandes entreprises publiques, etc.

Au sein de l'administration centrale et territoriale syrienne, des employés subalternes, des supérieurs hiérarchiques, des élus peuvent travailler pour le compte d'une officine du renseignement, soit en tant qu'agents, soit en tant que « sources » de ces officines. C'est ainsi que les services secrets sont, de manière directe ou indirecte, partie prenante de l'activité ministérielle, gouvernementale et municipale, en un mot de l'activité politique et bureaucratique du pays.

Au niveau provincial, dans les bâtiments du gouvernorat de Damas par exemple, les quatre services de renseignement sont présents à tous les étages, à des degrés d'implication différents. Quel intérêt les renseignements militaires ou ceux de l'armée de l'air ont-ils donc à investir l'autorité administrative provinciale ? Il s'agit tout d'abord pour eux d'être actifs, sinon « représentés » dans ce qui constitue un véritable lieu de pouvoir. Il s'agit ensuite de « surveiller » l'activité des autres services et de veiller à ce qu'une affaire d'importance ne leur soit dissimulée. Le gouvernorat de Damas constitue ainsi un cas d'espèce. Au sein d'autres gouvernorats, les services « civils » – sûreté générale ou sécurité politique – sont généralement les plus actifs¹¹. Il reste que l'évaluation du degré d'implication de chaque officine est particulièrement difficile tant leurs interactions produisent des circonstances et une dynamique changeantes.

Quoi qu'il en soit, chacun de ces services possède un ou plusieurs accès à l'administration gouvernementale damascène. Dans la majorité des cas, la source qui renseigne le service est le proche d'un agent : le père d'un de ses amis, son cousin ou son oncle, son ami, son neveu éloigné, etc. Dans des cas plus rares, un agent est directement nommé et occupe un poste au sein de l'administration. Aucune règle en ce domaine n'étant véritablement établie, les configurations sont multiples. Toujours est-il que, tout au long de l'année, les « sources » transmettent à leur officier traitant des informations concernant tel ou tel dossier, tel ou tel nouveau responsable, telle ou telle mesure destinée à mettre

en œuvre une réforme. Il peut arriver que ces informations traitées par la Sûreté générale parviennent à la Sécurité politique. Ainsi, quand le responsable de la branche damascène juge qu'il doit reprendre en main l'affaire, il tente alors de s'immiscer et de supplanter la Sûreté générale. C'est ainsi que les interférences entre services sont monnaie courante, au niveau local comme à plus haut niveau.

Au niveau national, les services spéciaux ne sont pas en reste. Ils sont investis dans le Parlement, une assemblée plus représentative que les autres institutions syriennes. Ils utilisent de ce fait des « sources » au sein de son personnel administratif, mais également parmi ses élus. Ainsi, Faysal Kalthum, ancien député de Hama et président de la Commission des lois, membre du comité central du Baas et ex-gouverneur de Daraa, appartient probablement à l'une des quatre grandes directions. Le renseignement est également en prise directe avec les syndicats, les quotidiens nationaux d'information, les chambres de commerce, les universités publiques et privées. En théorie, il est censé partager les informations recueillies avec les branches du parti Baas, instances de référence au niveau de la province. Ces instances doivent en effet centraliser les renseignements obtenus au sein de tous ces organes et institutions pour ensuite les transmettre au Conseil national de sécurité du Commandement régional du Parti. Mais en réalité, une part plus ou moins importante des informations transite par des canaux propres au renseignement. C'est ainsi que ces informations sont exploitées pour servir des intérêts très particuliers, ou bien alors non traitées et perdues.

En tout état de cause, l'appareil sécuritaire syrien utilise, outre la répression, des réseaux politiques, bureaucratiques, et tout simplement sociaux pour agir et influencer sur la marche du pays. Mais il est lui-même intégré à ses réseaux en ce que les « sources » que ses agents « traitent » appartiennent parfois à leurs cercles familiaux et amicaux élargis. De même, il n'est pas rare que ses agents interviennent pour régler des litiges de tous ordres – fonciers, commerciaux, administratifs –, notamment au niveau local. A travers ce qui constitue l'ordinaire de leur activité, les agents du renseignement se trouvent donc en prise directe avec la population syrienne.

L'avenir d'un régime et d'un appareil sécuritaire en butte à la guerre civile

L'implication du renseignement dans la vie politique et sociale syriennes et le fait que sa direction soit assurée par des hommes qui entretiennent des relations de dépendance et de fidélité personnelles avec le président en font l'organisation la plus structurante du pouvoir syrien. A l'heure actuelle, force est d'admettre que la cohésion de l'élite sécuritaire permet au régime de se maintenir, alors que l'appareil de mobilisation du Baas est exsangue¹².

Certes, l'armée gouvernementale aurait subi environ 120 000 défections depuis le début de la guerre civile, soit près de la moitié des troupes et personnels, ce qui est un chiffre considérable. Mais celui-ci doit être pondéré, car les unités d'élite de l'armée – forces spéciales et garde républicaine –, ainsi que les effectifs des membres actifs du renseignement, n'ont été que peu touchés par ces défections. De fait, on ne compte qu'une seule figure importante de l'armée qui ait rompu avec le régime, le général Manaf Tlass, fils de l'ancien ministre de la Défense, Moustapha Tlass. De leur côté, les chefs militaires et sécuritaires les plus expérimentés et les plus influents continuent de diriger les opérations armées contre l'opposition. Ce noyau de hauts gradés est composé aussi bien d'alaouites – Mohamed Nassif, Mohamed Makhluaf, Abd Fatah Qudsia –, que de sunnites – Ali Mamlouk, Mohamed Dib Zeitoun, Rustum Ghazaleh. Ainsi, l'idée que le régime ne reposerait plus que sur sa composante sécuritaire alaouite est démentie par les faits.

De même, à un niveau de responsabilité intermédiaire (les adjoints), l'équilibre entre officiers alaouites et sunnites n'est pas fondamentalement changé. Certes, la grande majorité des soldats et officiers qui ont rejoint les rangs de l'opposition sont sunnites. Néanmoins, on observe que de nombreux officiers sunnites continuent aussi à servir le régime, soit parce que leur défection tardive pourrait être synonyme de représailles tant de la part du régime que des groupes armés rebelles, soit parce que leurs proches ont été victime d'actes de vengeance de la part des mêmes groupes armés de l'opposition (assassinats, enlèvements).

Le fait que l'élite sécuritaire syrienne garde un certain niveau de cohésion n'empêche pas que le régime baasiste soit particulièrement affaibli. Pour autant, il n'est pas désorganisé. Pour preuve, Bachar al-Assad a repris en main la situation sur le plan militaire et diplomatique. A l'évidence, cette

reprise en main n'aurait pu réussir sans les aides financières, militaires et/ou diplomatiques fournies par la Russie, l'Iran, le Hezbollah libanais et l'Irak. Toujours est-il que ce soutien apporté par les alliés régionaux et internationaux du pouvoir syrien contribue à entretenir la croyance des chefs sécuritaires en la survie du régime baasiste.

Toutefois, ce scénario a peu de chance de se réaliser à long terme car les dirigeants syriens actuels, tout en ayant les moyens de mener une guerre d'usure contre l'opposition, ne disposent plus des ressources politiques et institutionnelles pour en venir à bout. C'est ainsi que le régime baasiste demeurera instable, car non représentatif et contesté. Il est peu probable qu'on assiste à sa chute pure et simple, mais plutôt à sa désagrégation progressive comme ce fut le cas pour le régime soviétique russe, régime avec lequel il partage beaucoup de similitudes structurelles.

Quant à l'opposition armée, elle ne parvient pas à capitaliser sur ses succès car elle demeure fragmentée politiquement et militairement. La dynamique factionnelle qui l'anime est illustrée par la guerre que se livrent les mouvements salafistes et djihadistes (Front al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au Levant) mais aussi celle qui oppose l'ASL et les factions jihadistes.

Conclusion

Après l'échec des négociations de paix qui se sont tenues à Genève en février 2014, un pourrissement du conflit syrien apparaît comme le scénario le plus vraisemblable. Le régime, plus que jamais arc-bouté sur sa composante sécuritaire, est en passe de tenir, voire de prendre l'ascendant sur l'opposition, mais sans pour autant parvenir à contrôler à nouveau la totalité du territoire. Seul un accord entre le régime et l'opposition armée et civile représentative de la population pourrait conduire à une sortie de conflit. Cet accord permettrait d'épargner la vie de milliers d'innocents et de reléguer au second rang les intérêts des puissances étrangères qui sont massivement impliquées dans la crise syrienne.

Pour l'heure, il est difficile de s'accrocher à cette perspective car les conditions ne sont pas encore réunies pour conclure une paix réelle et durable. La conjoncture pourrait toutefois devenir favorable si les accords transitoires qui sont actuellement passés au niveau local entre les forces du régime et les groupes rebelles se généralisent.

En toute hypothèse, la stabilité politique de la Syrie passera nécessairement par l'instauration d'un mécanisme institutionnel permettant d'associer toutes les communautés au pouvoir. Ce mécanisme reste à inventer, mais il devra proposer une solution à deux problèmes épineux et étroitement liés : l'imbrication des services de renseignement dans l'Etat syrien et leur grande influence sur la vie politique, et l'impossibilité des élites alaouites à renoncer à une garantie, dans le futur, contre leur marginalisation politique ou leur persécution. Jusqu'à présent, cette garantie était assurée par leur forte présence au sein des institutions sécuritaires du pays. A l'avenir, les élites alaouites n'auront pas d'autre choix que de s'associer aux autres communautés pour bâtir un Etat multiconfessionnel. Mais rien ne nous dit que ce projet verra le jour tant il fut ajourné par tous les dirigeants syriens depuis l'indépendance du pays en 1946. ■

Notes :

1. Michel Seurat, *L'État de barbarie*, PUF, 2012 ; p. 62.
2. *Ibid.*, p. 43.
3. Souhaïl Belhadj, « The Decline of Syria's Baath Party », Carnegie Middle East Center, décembre 2012.
4. Les chefs du renseignement sont tributaires des décisions de Bachar Al-Assad en ce qui concerne, par exemple, la protection des responsables politiques étrangers civils ou militaires qui résident en Syrie et qui sont activement recherchés par l'Etat d'Israël, les Etats-Unis ou des pays arabes. Al-Assad avait notamment procédé à des remaniements au sein du renseignement suite à l'assassinat d'Imad Mughnieh, un dirigeant important du Hezbollah, le 12 février 2008 dans un quartier de Damas.
5. Les cinq membres du Conseil national de sécurité du Baas sont associés à l'élaboration de cette politique, mais ce sont probablement les conseillers du président Assad qui sont les plus impliqués dans ce processus. Parmi ces conseillers, on trouve des officiers en service et d'anciens chefs du renseignement, tels Ali Mamluk et Mohamed Nassif.
6. Le processus d'intégration des officiers à l'élite sécuritaire syrienne est long et graduel afin d'éprouver leur loyauté : il faut une vingtaine d'années en moyenne pour qu'ils atteignent le haut de la hiérarchie, auxquelles s'ajoutent quelques années supplémentaires pendant lesquelles ils occupent différents postes de niveau équivalent avant d'être associés à l'élaboration des décisions politiques et sécuritaires prises par Bachar al-Assad.
7. C'était le cas du général de brigade Mohamed Suleiman, assassiné selon toute vraisemblance par le Mossad israélien le 1^{er} août 2008, alors qu'il se trouvait dans sa résidence balnéaire près de Tartous. Suleiman n'apparaissait sur aucun organigramme officiel, mais assistait directement Assad dans la gestion du transfert d'armes au Hezbollah et dans le programme de construction d'un réacteur nucléaire syrien. Cf. David Makovsky. « The Silent Strike », *The New Yorker*, 17 septembre 2012.
8. Mohamed Makhluaf, chef de la division de la sécurité intérieure de Homs

L'appareil sécuritaire syrien, socle d'un régime miné par la guerre civile

au sein de la direction de la sûreté générale ; Zuhair Al-Assad, commandant d'une unité dédiée à la protection de la capitale Damas, etc.

9. Asef Shawkat prend la tête des renseignements militaires le 14 février 2005. Il est « rétrogradé » à l'état-major des armées quatre ans plus tard en juillet 2009, puis promu en tant qu'adjoint du ministre de la Défense en septembre 2011. Il meurt le 18 juillet 2012 dans un attentat perpétré à Damas par la rébellion syrienne.

10. Souhaïl Belhadj. *La Syrie de Bashar al-Asad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Belin, 2013.

En 2012, les sunnites Ali Mamlouk, Mohamed Dib Zeitoun et Rustum Ghazaleh ont tous été promus au plus haut niveau de la hiérarchie sécuritaire.

11. Il existe néanmoins des gouvernorats qui font exception en raison de leur localisation géographique (gouvernorats frontaliers) ou de leur type de population (concentration d'une minorité ethnique ou religieuse) ; citons Deir al-Zor (frontière irakienne) et Hassakeh (forte population kurde et proximité de la Turquie).

12. Souhaïl Belhadj. « The Decline of Syria's Baath Party ». *ibid.*